DGM GLOBAL

LE MÉCANISME SPÉCIAL DE DONS

EN FAVEUR DES PEUPLES AUTOCHTONES ET DES POPULATIONS LOCALES

Rapport annuel 2016

CE RAPPORT A ÉTÉ PRÉPARÉ DANS LES DIFFÉRENTES LANGUES DU PROJET DGM. EN CAS DE DIVERGENCE ENTRE LA VERSION ANGLAISE ET LES AUTRES VERSIONS LINGUISTIQUES, C'EST LA VERSION ANGLAISE QUI PRÉVAUDRA.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS **1**

LE DGM EN BREF **2**

LE POINT SUR LES PROJETS NATIONAUX* **4**

- BRÉSIL 6
- BURKINA FASO 7
- CÔTE D'IVOIRE 8
- RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO 9
- GHANA 10
- INDONÉSIE 11
- MEXIQUE 12
- MOZAMBIQUE 13
- PÉROU 14
- RÉPUBLIQUE DU CONGO 15
- ÉQUATEUR 16
- GUATEMALA 16
- RDP LAO 17
- NÉPAL 17

FAITS MARQUANTS AU NIVEAU MONDIAL **18**

- SENSIBILISATION MONDIALE 18
- GOUVERNANCE MONDIALE 19

ANNEXE **22**

- STRUCTURE DE GOUVERNANCE DU DGM 22
- INFORMATIONS FINANCIÈRES 23
- CALENDRIER POUR LA 1ERE ANNÉE DU PROGRAMME MONDIAL DU DGM 24
- ACRONYMES 26
- NOTES 27

* Les dix projets nationaux figurant aux pages 6 à 15 sont présentés par ordre alphabétique ; Les quatre projets de pays restants sont en phase de préparation préliminaire des activités du projet et sont présentés aux pages 16 et 17.

AVANT-PROPOS

Nous sommes très heureux de faire le point dans le présent document – qui constitue notre premier rapport annuel – sur les progrès réalisés par le Mécanisme spécial de dons en faveur des peuples autochtones et des populations locales (DGM), un effort collectif innovant qui vise à donner aux populations dépendant le plus fortement des forêts l'opportunité de participer à l'effort mondial visant à réduire les émissions issues de la déforestation et la dégradation des forêts et à gérer durablement les forêts (REDD+). Les peuples autochtones et les populations locales de 14 pays dans le monde sont à la fois les bénéficiaires et les responsables du DGM et gèrent un financement en accès direct de 80 millions USD fourni par le Programme d'investissement pour la forêt (FIP) mis en œuvre par la Banque mondiale. Sous notre direction, la DGM a clôturé sa première année complète de fonctionnement, avec des réalisations importantes tant au niveau mondial que national.

Le processus a été long et difficile pour parvenir à des négociations initiales entre représentants des peuples autochtones et responsables communautaires locaux, la Banque mondiale et le FIP jusqu'au point où nous sommes maintenant. La DGM a été créé au travers d'un processus participatif, faisant intervenir un dialogue approfondi avec des peuples autochtones et des populations locales dans le monde entier afin d'intégrer les contributions et les connaissances d'un large éventail de parties prenantes. Ce dialogue a été essentiel pour la conception du FIP lui-même, et a permis d'intégrer une collaboration avec les peuples autochtones et les populations locales à la structure du FIP.

Le DGM reflète vraiment l'innovation et le leadership de nos communautés, dont la participation constante aux projets et aux politiques climatiques est nécessaire pour atteindre les résultats de REDD+. Il rend hommage à la valeur de nos connaissances de la gestion foncière et forestière comme fondement de la préservation des forêts – à la fois pour réduire la perte de couvert forestier, améliorer nos moyens de subsistance et réduire les émissions de gaz à effet de serre – et il reconnaît l'importance de la sécurité des droits fonciers pour les peuples autochtones et les communautés locales dans l'obtention des bénéfices climatiques.

Dans ce qui constitue une première pour de nombreuses organisations de peuples autochtones et de communautés locales, les activités du DGM sont organisées de façon à respecter les normes fiduciaires et les principes de sauvegarde très stricts de la Banque mondiale. Des projets DGM nationaux ont été approuvés au Brésil, au Pérou, au Burkina Faso et en République démocratique du Congo, et certains des premiers dons à des projets communautaires sont déjà octroyés. La mise en œuvre du DGM ne fera que s'accélérer à mesure que de nouveaux projets seront lancés et que les flux de financement augmenteront au cours de l'année à venir. Le Projet mondial du DGM a démarré sa deuxième année de mise en œuvre et il continue de s'efforcer de relever les défis liés au paysage en constante expansion du financement de la lutte contre les changements climatiques.

Le Comité de pilotage international du DGM souhaite remercier toutes les personnes qui ont aidé à faire de la mise en œuvre du DGM une réalité, notamment les Comités de pilotage nationaux et intérimaires et les Agences d'exécution nationales du Brésil, du Burkina Faso, de Côte d'Ivoire, d'Équateur, du Guatemala, d'Indonésie, du Mexique, du Mozambique, de République démocratique populaire lao, du Népal, du Pérou, de République du Congo ; la Banque mondiale ; les donateurs du FIP-DGM ; l'Agence d'exécution internationale et les gouvernements des pays pilotes du FIP. Nous tenons aussi à remercier les organisations de la société civile et les organisations et réseaux communautaires locaux qui ont aidé à faciliter les consultations et la sensibilisation nécessaires, ainsi que les peuples autochtones et les communautés locales pour leur patience et leur compréhension dans le long parcours nécessaire pour mettre en place le DGM.

Le DGM n'est qu'un élément dans un ensemble beaucoup plus vaste, mais c'est un élément vital. La collaboration étendue et efficace générée par le DGM témoigne du partenariat multilatéral qui est nécessaire pour renforcer les capacités des peuples autochtones et des communautés locales, leur permettre de participer au FIP et à d'autres programmes REDD+ et pour s'assurer que nos contributions sont intégrées à l'agenda climatique au niveaux local, national et mondial.

Kapupu Diwa
Coprésident du Comité de pilotage international du DGM, République démocratique du Congo

Grace Balawag
Coprésidente du Comité de pilotage international du DGM, Philippines

© Conservation International/photo de Tony Read

LE DGM EN BREF

À PROPOS DU DGM

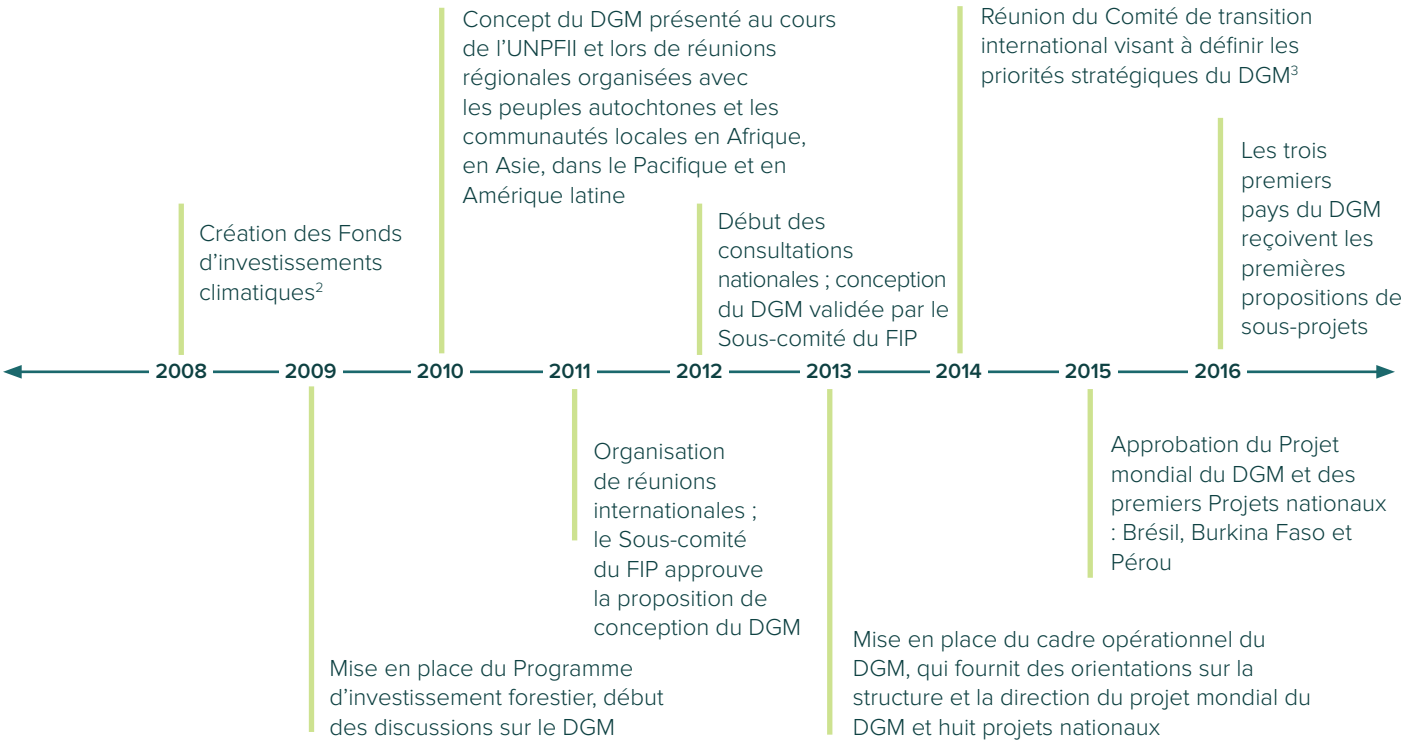
Le Mécanisme spécial de dons en faveur des peuples autochtones et des populations locales (DGM) est un programme unique du Programme d'investissement pour la forêt (FIP), doté d'un financement de 80 millions USD, conçu et dirigé par des représentants de peuples autochtones et de communautés locales, dans le cadre d'un effort collaboratif avec la Banque mondiale. La DGM offre à ces communautés un accès direct au financement climatique afin qu'ils puissent renforcer leurs capacités à participer et à contribuer au dialogue et aux actions de réduction des émissions issues de la déforestation et la dégradation des forêts, de promotion d'une gestion durable des forêts et de renforcement des stocks de carbone des forêts (REDD+). Le DGM est la plus grande initiative mondiale REDD+ destinée aux peuples autochtones et aux communautés locales ; il est basé dans les locaux de la Banque mondiale. Les activités du DGM comprendront :

- L'intégration des connaissances autochtones dans les efforts d'adaptation et d'atténuation
- La sécurisation et le renforcement des droits fonciers coutumiers
- La promotion de l'échange de connaissances et de l'apprentissage
- Le renforcement des capacités de communication et de sensibilisation
- Le renforcement des réseaux et des alliances
- Le soutien aux activités sur le terrain, comme les systèmes de gestion forestière traditionnels, les terrains boisés communautaires, les pépinières, les solutions énergétiques alternatives à petite échelle

HISTORIQUE DU DGM[1]

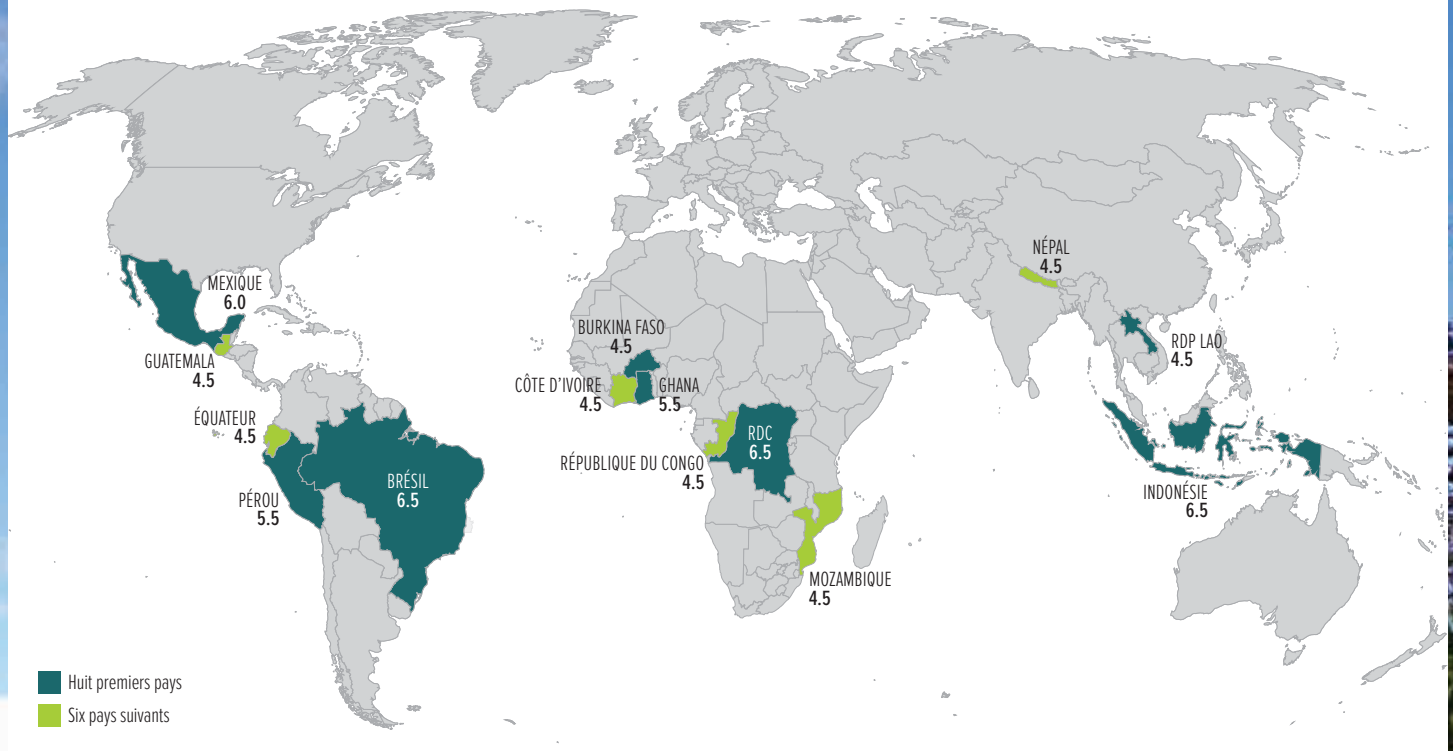
Un Mécanisme spécial de dons en faveur des peuples autochtones et des populations locales a pour la première fois fait l'objet de discussions au cours des étapes initiales de conception du FIP en 2009. À cette occasion les observateurs issus de peuples autochtones et de communautés locales participant aux discussions sur la conception du FIP ont insisté sur la nécessité de disposer de ressources dédiées pour renforcer leurs capacités à participer à la mise en œuvre du FIP.

Calendrier : 2008-2016



FINANCEMENT DU DGM

Tous les montants sont en millions USD



GOUVERNANCE DU DGM*

La structure spécifique du DGM comprend à la fois des Comités de pilotage nationaux et un Comité de pilotage international, qui sont les organismes décisionnaires du DGM. Les membres de ces comités sont sélectionnés par les peuples autochtones et les communautés locales et la plupart en sont issus. Ils travaillent avec les BMD et les gouvernements, pour poursuivre le modèle de partenariat du FIP, dans lequel les BMD et les gouvernements collaborent à la planification et à la mise en œuvre des investissements. Les deux Coprésidents du GSC ont été choisis par leurs pairs, après avoir passé plusieurs années à la direction de l'élaboration du DGM. Ces comités sont appuyés par l'Agence d'exécution internationale et les Agences d'exécution nationales, qui gèrent les fonctions administratives et fiduciaires, tandis que les décisions d'attribution des dons sont prises par les NSC. Le DGM est composé de projets nationaux pour 14 pays pilotes du FIP et d'un projet mondial de partage des connaissances, mis en œuvre par l'Agence d'exécution mondiale du DGM, Conservation International.

« La participation pleine et effective des peuples autochtones et des populations locales à la conception et à la mise en œuvre des stratégies d'investissement du FIP est indispensable. Cette participation dépendra fortement du renforcement des capacités de ces groupes à jouer un rôle éclairé et actif dans les processus REDD nationaux en général et dans les processus FIP en particulier, ainsi de la reconnaissance et du soutien de leur mode de possession des terres, de leur rôle de gardiens de la forêt et des systèmes traditionnels de gestion de la forêt. »

–Document de conception du FIP

*Organigramme de la gouvernance en Annexe, page 22

© Conservation International/photo de Colin Foster

LE POINT SUR LES PROJETS NATIONAUX

Le DGM comprend un projet mondial d'apprentissage et partage des connaissances et des projets nationaux dans les 14 pays pilotes du FIP : Brésil, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Équateur, Ghana, Guatemala, Indonésie, Mexique, Mozambique, Népal, Pérou, RDC, RDP lao et République du Congo.

Les projets nationaux du DGM fournissent des dons et une assistance technique directement aux organisations de terrain des peuples autochtones et des populations locales dans les zones ciblées. Conformément aux objectifs du FIP, les interventions financées favorisent une gestion forestière durable et des modes de vie traditionnels qui contribuent à l'adaptation aux changements climatiques et à leur atténuation, et à la sécurisation des droits fonciers.

Dans chaque pays, un Comité de pilotage national, composé de représentants cooptés par les peuples autochtones et les groupes communautaires locaux, assure la gouvernance du DGM. Il approuve les sous-projets et nomme une organisation locale qualifiée qui assume le rôle d'Agence d'exécution nationale chargée de gérer les activités DGM au niveau national.

COMMENT S'ORGANISE UN PROJET NATIONAL DGM

Chaque pays dispose de son propre processus pour accorder des dons à des « sous-projets » proposés par les communautés et les organisations dans le pays. Dans certains pays, comme le Pérou, des intermédiaires de projets sont identifiés et invités à soumettre des « propositions principales » composées de multiples sous-projets. Cependant, avant que les sous-projets puissent être lancés, chaque projet national doit franchir une série d'étapes :

Mise en place du Comité de pilotage national (NSC) au travers de consultations avec les peuples autochtones et les communautés locales dans chaque pays FIP

↓

Approbation du Concept de projet

↓

Sélection de l'Agence d'exécution nationale (NEA) par le NSC

↓

Évaluation et approbation du projet par le Sous-comité du FIP et les conseils d'administration de la Banque mondiale

↓

Accord de don entre la NEA et la Banque mondiale **signé**

↓

Entrée en vigueur du projet après avoir satisfait aux conditions d'entrée en vigueur effective du don, incluant l'élaboration d'un Manuel des procédures opérationnelles de projet

↓

Décaissement des fonds du projet

© Conservation International/photo de Olaf Zerbock

BRÉSIL

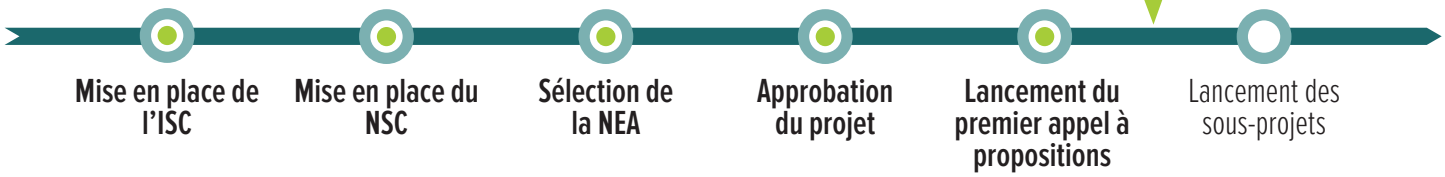
Le Biome de Cerrado au Brésil, l'un des 25 points chauds de la biodiversité mondiale, est confronté à une déforestation et une dégradation d'une ampleur croissante. Il accueille 15 % de la population brésilienne, dont 41 groupes autochtones ainsi que des communautés traditionnelles et des quilombolas. Ces derniers assurent la protection des ressources naturelles de la région, dont ils dépendent pour leur subsistance, parmi lesquelles l'un des principaux bassins versants du pays. Les langues les plus couramment parlées qui identifient les groupes autochtones présentes dans le Cerrado sont le karajá, l'aruak, le jê et le tupi-guarani. Le DGM Brésil travaille à renforcer l'implication des peuples autochtones et des communautés traditionnelles du Biome de Cerrado dans le FIP, REDD+ et d'autres programmes similaires axés sur les changements climatiques aux niveaux local, national et mondial. Il vise aussi à contribuer à améliorer les moyens de subsistance, l'utilisation des terres et la gestion durable des forêts dans les territoires des ces groupes.*

Le DGM Brésil, premier projet national à avoir été approuvé, a ouvert son premier appel à propositions entre janvier et mai 2016 pour les sous-projets favorisant la gestion et les marchés des ressources naturelles et les réponses aux menaces immédiates dans le Cerrado. Sur les 158 propositions reçues, le NSC en a sélectionné 41 en se basant sur des critères préétablis. La NEA mène actuellement des visites de sites pour évaluer plus en détail la pertinence, la durabilité et l'appui communautaire correspondant aux différentes propositions.

Photo reproduite avec l'aimable autorisation de CAA/NM

L'équipe du DGM Brésil a organisé des ateliers avant l'appel à propositions visant à mieux faire connaître le processus de candidature aux bénéficiaires potentiels des dons dans le Cerrado.

*En savoir plus sur le Brésil dans le Rapport d'avancement semestriel du DGM : 1er janvier au 30 juin 2016, p. 26.



Financement :
6,5° millions USD

Bénéficiaires du projet :
Peuples autochtones, communautés traditionnelles, *quilombolas*

NEA :
Centro de Agricultura Alternativa do Norte de Minas (CAA/NM)

Composition du NSC :
6 membres votants, représentant les peuples autochtones et les communautés traditionnelles ; **3 observateurs,** représentant le Gouvernement du Brésil et la Banque mondiale

BURKINA FASO

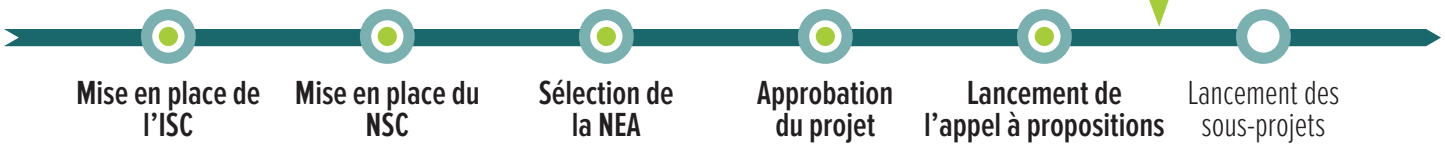
Si le Burkina Faso a connu une croissance économique importante au cours des dix dernières années, les niveaux persistants de pauvreté restent un défi à relever parmi les populations rurales qui dépendent de l'exploitation des ressources agricoles et naturelles. Les ressources forestières sont essentielles aux moyens de subsistance et à l'économie, mais les paysages présentant différentes utilisations des terres offrent un potentiel important en tant que puits de carbone. Les investissements du FIP au Burkina Faso visent à soutenir la Stratégie nationale REDD+ en renforçant les capacités institutionnelles et la gouvernance des forêts, les mesures d'atténuation des changements climatiques par la foresterie et les activités extérieures au secteur forestier nécessaires pour réduire les pressions exercées sur les forêts. Le DGM au Burkina Faso vise à améliorer les capacités techniques et organisationnelles des populations locales ciblées, à améliorer leurs opportunités économiques et à renforcer leurs capacités en vue de leur participation aux programmes REDD+ aux niveaux local, national et mondial.*

*En savoir plus sur le Burkina Faso dans le Rapport d'avancement semestriel du DGM : 1er janvier au 30 juin 2016, p. 33.

Après cinq ateliers régionaux et 12 ateliers communautaires locaux pour présenter le DGM, le projet DGM Burkina Faso a lancé son premier appel à sous-projets entre juin et juillet 2016. Au total, 600 propositions ont été reçues. Elles seront évaluées sur la base de critères sociaux et environnementaux, et des visites sur le terrain seront organisées pour en vérifier la faisabilité. La sélection finale et le décaissement des dons sont prévus pour l'automne 2016.

Le DGM Burkina Faso a organisé 17 ateliers de renforcement des capacités pour présenter le DGM aux parties prenantes et aux partenaires locaux, parmi lesquels cet atelier organisé à Matiacoali.

Photo reproduite avec l'aimable autorisation de l'UICN-Burkina Faso

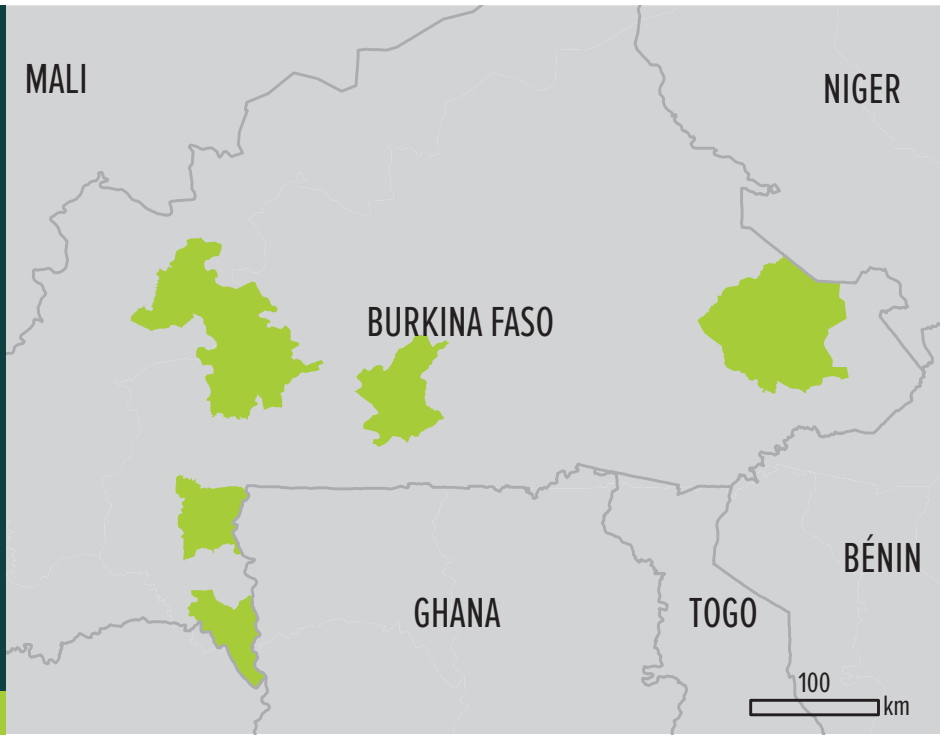


Financement :
4,5 millions USD

Bénéficiaires du projet :
Communautés locales

NEA :
UICN-Burkina Faso

Composition du NSC :
Membres votants—11 représentants des régions d'investissement du FIP ; **Observateurs - 2** représentants du gouvernement, 4 représentants de la société civile, 1 représentant du secteur privé, 2 représentants des collectivités territoriales, 2 partenaires techniques et financiers

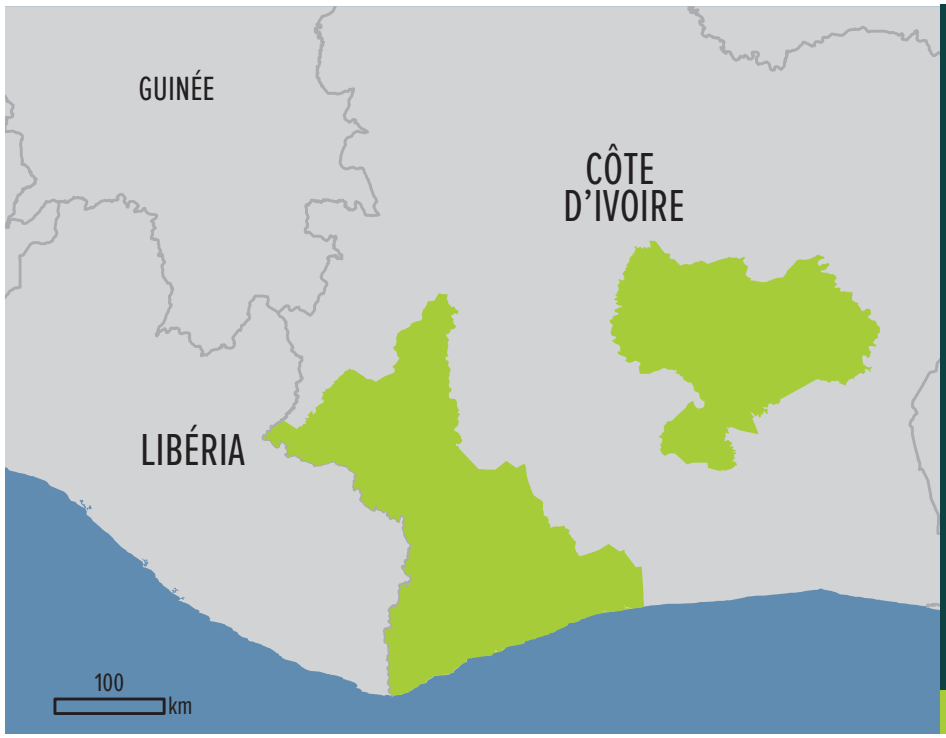


CÔTE D'IVOIRE

Les forêts de Côte d'Ivoire offrent un potentiel énorme et une riche biodiversité, mais le pays présente l'un des taux de déforestation les plus élevés en Afrique subsaharienne. Le financement du FIP sera axé sur la restauration de la couverture forestière du pays en travaillant avec les petits exploitants pour introduire des techniques d'agroforesterie et améliorer la productivité agricole, tout en sécurisant les droits contractuels et le régime foncier. Le plan d'investissement du FIP contribuera également à la protection de la vaste zone forestière du Parc national de Taï (un site du patrimoine mondial et également l'un des derniers vestiges des forêts vierges d'Afrique de l'Ouest) en conservant à la fois sa biodiversité et ses stocks de carbone. Le DGM Côte d'Ivoire viendra s'ajouter eux investissements du FIP en soutenant les activités de terrain dans la région centrale (Gbèkè, Bélier, Iffou, N'Zi, Moronou) et la Région du Sud-ouest (San Pedro, Gboklè, Guémon, Cavally, Nawa).*

*En savoir plus sur la RDC dans le Rapport d'avancement semestriel du DGM : 1er janvier au 30 juin 2016, p. 42.

La Côte d'Ivoire est l'un des six pays qui ont rejoint le FIP en 2015.



Financement :
4,5 millions USD

Bénéficiaires du projet :
Communautés locales

Composition de l'ISC :
112 membres - 1 de chacune des 10 zones d'investissement du DGM, plus 1 représentant des femmes et 1 représentant des jeunes. Des **observateurs** viendront s'y joindre à l'avenir.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

La République démocratique du Congo (RDC) abrite le plus grand biome forestier d'Afrique, sur une surface qui représente près des deux tiers de son territoire national. Plus de 40 millions de personnes dépendent des forêts de RDC pour leurs moyens de subsistance. En réalisant des investissements importants dans l'amélioration des infrastructures et des capacités énergétiques, le gouvernement poursuit une stratégie nationale REDD+ visant à réduire les émissions et à mieux gérer l'utilisation des terres. Le FIP soutient ces efforts, et le DGM RDC concentre son activité sur le renforcement des capacités des populations locales et autochtones à participer au FIP et à d'autres processus REDD+. Le DGM RDC vise aussi à développer une représentation légitime et transparente aux niveaux national et provincial pour promouvoir les intérêts des populations autochtones relatifs aux titres de propriété et mettre en œuvre des projets pilotes pour sécuriser leurs droits aux terres forestières tout en soutenant des activités de développement alternatives. Le FIP et le DGM vont concentrer leurs efforts sur les zones d'approvisionnement forestier autour de trois grandes villes dans les provinces du Bas-Congo, de Bandundu et de Kinshasa.*

*En savoir plus sur la RDC dans le Rapport d'avancement semestriel du DGM : 1er janvier au 30 juin 2016, p. 42.

Le directeur du cabinet du ministre de l'Environnement, de la Conservation de la nature et du Développement durable de RDC a participé, aux côtés de 40 autres parties prenantes, à une cérémonie à Kinshasa le 25 avril 2016 pour annoncer le lancement du projet national du DGM en RDC. Le jour suivant, Caritas Congo ASBL a signé un accord de don avec la Banque mondiale pour devenir l'Agence d'exécution nationale pour la RDC.

© Conservation International

La cérémonie de lancement du Projet DGM RDC a été organisée à Kinshasa avant la deuxième réunion du Comité de pilotage international du DGM.

Financement :
6 millions USD

Bénéficiaires du projet :
Peuples autochtones et populations locales dans 16 territoires ciblés

NEA :
Caritas Congo ASBL

Composition du NSC :
24 members - incluant des représentants des 16 territoires ciblés par le DGM et 8 représentants du REPALEF, le Réseau de peuples autochtones et de populations locales pour la gestion durable des écosystèmes forestiers, plus des **observateurs**.

GHANA

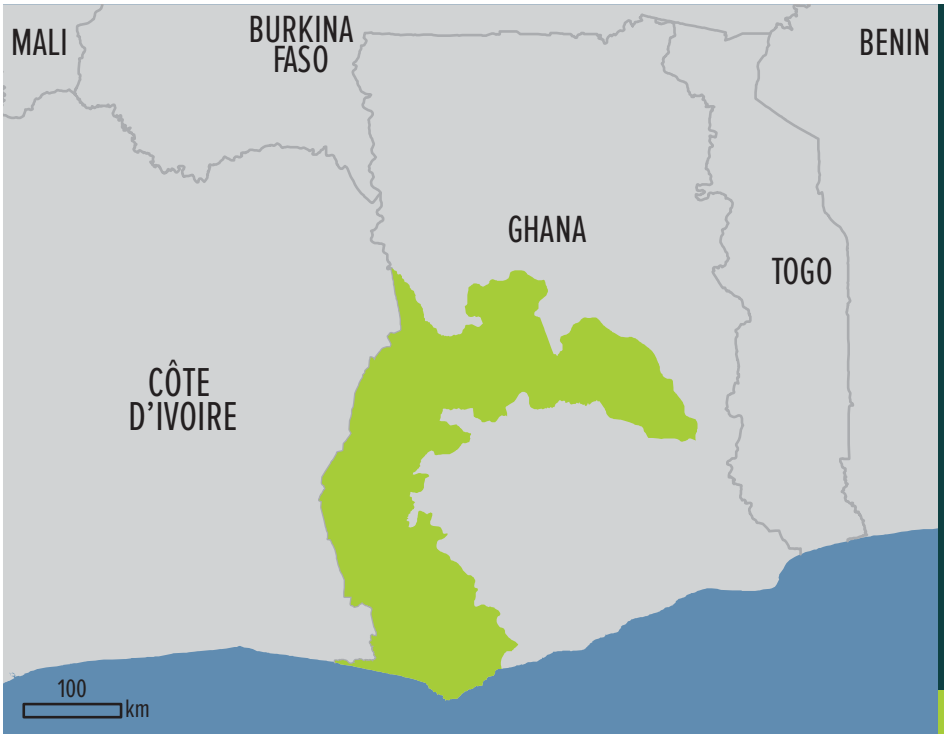
Près de 800 000 familles participent à la production de cacao au Ghana, cette activité étant la principale source de revenus du pays. Le cacao est également responsable de la moitié de la déforestation au Ghana, qui s'effectue à un rythme de 2 % par an, soit l'un des plus élevés du monde. L'amélioration de la production cacaoyère et le reboisement sont des priorités pour le DGM Ghana, qui va cibler les régions de Brong-Ahafo et de l'Ouest. Les feux de forêt et la pénurie de terres pour les projets de plantation sont aussi un problème pour les bénéficiaires potentiels du DGM. Le DGM Ghana va mettre l'accent sur la promotion du développement économique, l'amélioration des pratiques pour une gestion forestière durable et intelligente face aux changements climatiques et le renforcement au niveau local des compétences techniques, de gestion et de leadership. Le FIP va financer un mélange d'activités de coordination, de facilitation, de projets pilotes et d'initiatives à grande échelle, conçues pour avoir un effet transformateur significatif sur l'agriculture et les forêts à fort contenu carbone.*

L'ISC du DGM Ghana a organisé sa première réunion à Accra en février 2016. Treize représentants des communautés locales de la région de Brong-Ahafo et de l'Ouest sont devenus membres du NSC à cette occasion. Seize organisations de la société civile, la Banque mondiale, et des représentants du gouvernement du Ghana y ont également participé, ainsi que les membres du Comité de pilotage international et de l'Agence d'exécution internationale du DGM, pour rendre compte des progrès réalisés dans d'autres pays du DGM.

© Conservation International

La première réunion intérimaire du Comité de pilotage intérimaire du Ghana s'est tenue en février.

*En savoir plus sur le Ghana dans le Rapport d'avancement semestriel du DGM : 1er janvier au 30 juin 2016, p. 48.



Financement :
5,5 millions USD

Bénéficiaires du projet :
Communautés vivant en bordure des forêts des communautés

Composition du NSC :
1 à 2 représentants de chacun des 11 districts dans les régions d'investissement

INDONÉSIE

L'Indonésie est dotée de la troisième superficie de forêts tropicales au monde – une ressource inestimable pour le pays, ainsi qu'un important puits de carbone et un habitat précieux pour la biodiversité. La Planification stratégique du Ministère des Forêts pour 2010-2014 indiquait qu'il y avait environ 48,8 millions de personnes vivant sur des terres forestières, dont 10,2 millions vivant dans la pauvreté. La gestion foncière en Indonésie est complexe et crée des obstacles pour les groupes dépendants de la forêt qui cherchent à défendre leurs droits fonciers et leurs moyens d'existence. Le Plan d'investissement du FIP en Indonésie vise à réduire les obstacles à la mise en œuvre du mécanisme REDD+ à l'échelle infranationale, et à renforcer les capacités provinciales et locales pour REDD+ et la gestion durable des forêts au travers du système forestier national et de la poursuite des processus de réforme du droit foncier. Cela offre aux peuples autochtones (Adat) et aux communautés locales la possibilité de résoudre les problèmes liés aux incertitudes sur les droits fonciers, considérées comme une cause profonde de la déforestation et de la dégradation des forêts. Le DGM Indonésie vise à sécuriser les titres fonciers pour les communautés autochtones.*

*En savoir plus sur l'Indonésie dans le Rapport d'avancement semestriel du DGM : 1er janvier au 30 juin 2016, p. 26.

En juin 2016, une équipe du DGM Indonésie a organisé une visite au Pérou et au Brésil pour échanger sur les expériences et discuter de leurs intérêts communs avec leurs homologues du DGM. L'échange a porté sur l'examen de modèles visant à renforcer la sécurité foncière des peuples autochtones et des populations locales sur les terres forestières et à gérer de façon durable les ressources naturelles de façon respectueuse des cultures traditionnelles.

Photo reproduite avec l'aimable autorisation de Budi Rahardjo

La délégation du DGM Indonésie a rencontré la communauté autochtone de Santa Rosa au Pérou pour découvrir les activités de projet soutenues par le DGM Pérou.

- **Mise en place de l'ISC**
- **Mise en place du NSC**
- **Sélection de la NEA**
- Approbation du projet
- Lancement de l'appel à propositions
- Lancement des sous-projets

Financement :
6,5° millions USD

Bénéficiaires du projet :
Peuples autochtones et p locales

NEA :
Samdhana Institute

Composition du NSC :
Membres - 1 représentant de chacune des 7 régions de mise en œuvre, ainsi qu'1 représentante d'un groupe communautaire local de femmes et 1 représentante des femmes autochtones ; **Observateurs -** 1 représentant du gouvernement et 1 représentant du Conseil forestier national

MEXIQUE

Les forêts mexicaines couvrent près d'un tiers de la superficie du pays et représentent une source essentielle d'emploi, de revenus et de subsistance pour quelque 12 millions de personnes. Soixante-dix pour cent des forêts mexicaines relèvent de la catégorie des « ejidos », c'est-à-dire qu'elles sont soumises à un régime foncier communautaire spécifique au Mexique. Au-delà de leurs rôles sociaux et économiques importants, les forêts mexicaines abritent aussi certains des niveaux de biodiversité les plus élevés au monde. Si le Mexique est un leader reconnu dans la gestion forestière, avec la participation de plus de 2000 communautés, des pratiques de gestion des terres non durables, comme le déboisement, le pâturage forestier, la collecte de bois de feu et les feux de forêts, menacent les ressources forestières du pays. Les changements climatiques aggravent la situation. Le plan d'investissement du FIP au Mexique est axé sur le renforcement des capacités institutionnelles et locales sur REDD+, et sur la promotion d'un développement rural durable et d'entreprises forestières communautaires, tout en s'attaquant aux causes directes et sous-jacentes de la déforestation et de la dégradation des forêts. Pour compléter la stratégie nationale REDD+, le DGM Mexique apporte son soutien en priorité aux communautés locales et autochtones dans les régions du Yucatan, d'Oaxaca et de Jalisco.*

*En savoir plus sur le Mexique dans le Rapport d'avancement semestriel du DGM : 1er janvier au 30 juin 2016, p. 56.

La réunion des pays pilotes du FIP qui s'est tenue à Oaxaca en juin 2016 a mis en lumière le rôle joué par le DGM dans la promotion d'un changement durable dans la façon dont les peuples autochtones et les communautés locales participent à la prise de décisions concernant les forêts, et particulièrement son soutien au renforcement des capacités des communautés. Le DGM Mexique a fait le point sur les avancées réalisées dans le pays, tout comme l'ont fait le DGM Pérou et le DGM Brésil.

Photo reproduite avec l'aimable autorisation de Madhavi Pillai

Manuel Aldrete (deuxième à partir de la gauche) du Comité de pilotage national du DGM Mexique a présenté les avancées du Comité au cours de la réunion des pays pilotes du FIP.

Financement :
6 millions USD

Bénéficiaires du projet :
Peuples autochtones et populations locales

Composition du NSC :
15 membres, issus de 3 sous-comités régionaux

MOZAMBIQUE

Les forêts recouvrent environ la moitié du territoire du Mozambique. Les activités et les industries forestières sont d'importants contributeurs à l'économie du Mozambique et représentent une source de moyens de subsistance essentielle dans les zones rurales, où vit plus de 70 % de la population. Ces communautés sont fortement dépendantes des forêts et des ressources naturelles pour leurs moyens de subsistance. En effet, ces dernières leur apportent de nombreux biens et services essentiels, que ce soit pour leur subsistance, la génération de revenus ou en raison de leur importance culturelle. Le FIP va financer des réformes des politiques forestières et une approche paysagère axée sur deux paysages spécifiques, dans les provinces de Cabo Delgado et de Zambezie, afin d'étudier de façon approfondie les synergies publiques et privées qui peuvent être mises en place aux niveaux national et paysager et entre secteurs pour parvenir à un changement transformationnel. Le DGM Mozambique prévoit de renforcer les capacités des communautés locales dans les zones ciblées par le FIP afin d'améliorer la participation dans la gestion durable des terres et les processus REDD+ aux niveaux local, national et mondial.*

*En savoir plus sur le Mexique dans le Rapport d'avancement semestriel du DGM : 1er janvier au 30 juin 2016, p. 56.

Les membres du Comité de pilotage national intérimaire du Mozambique ont eu la possibilité de participer à un échange de connaissances Sud-Sud organisé par la NEA du Brésil. Le Brésil a pu échanger sur les leçons tirées en matière de conception de projet et d'appui à l'appropriation communautaire tout au long de son processus de consultation, qui pourrait à terme être reproduit au Mozambique.

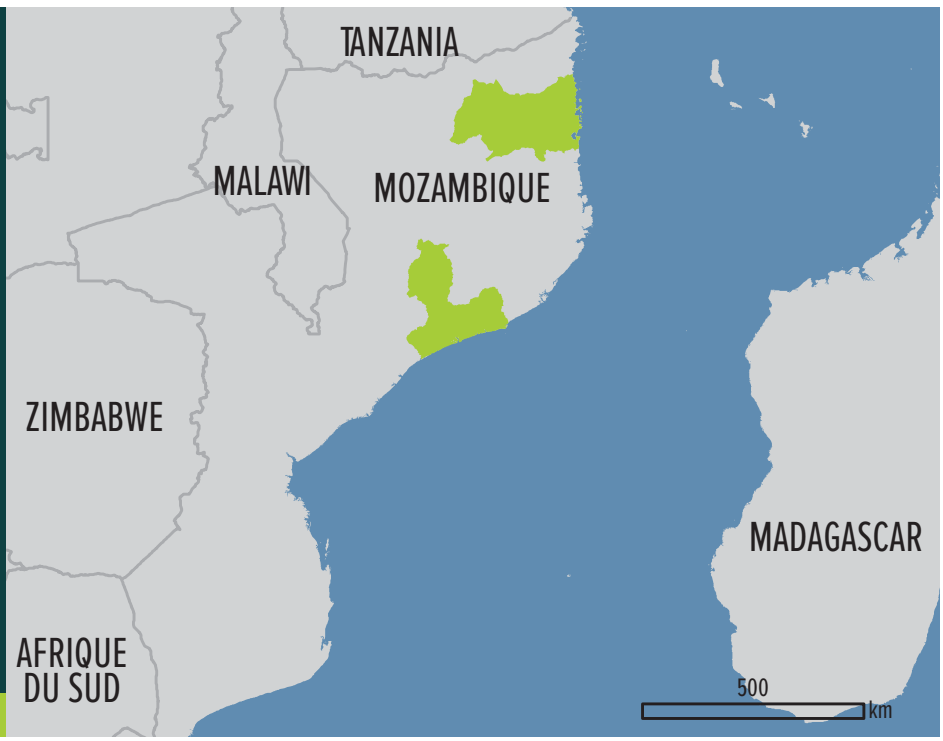
Image extraite de la vidéo : Échange de connaissances Brésil-Mozambique © Banque mondiale

Les membres de la délégation du Mozambique ont visité une plantation dans le Cerrado, où des eucalyptus ont été plantés dans une zone auparavant déboisée et brûlée pour servir à la production de charbon de bois.

Financement :
4,5 millions USD

Bénéficiaires du projet :
Communautés locales

Composition de l'ISC :
Membres - 15 représentants des régions Nord, Centre et Sud du pays, principalement issus d'organisations de la société civile, qui travaillent en collaboration étroite avec les communautés locales, et 6 représentants (dont 2 femmes) du Comité de gestion des ressources naturelles (CGRN) pour représenter les communautés locales ; **Observateurs** du gouvernement (ministère des Terres, de l'environnement et du développement rural), du secteur privé, Coordinateur du FIP et Banque mondiale.



PÉROU

Le Pérou est l'un des 12 « pays mégadivers » de la planète, avec une riche biodiversité principalement concentrée dans 73 millions d'hectares de forêts de l'Amazonie péruvienne. Près de 15 millions d'hectares de ces paysages essentiels sont possédés ou gérés par quelque 2 250 communautés autochtones, même si leurs droits fonciers n'ont pas été pleinement reconnus. Près de la moitié des émissions de gaz à effet de serre du Pérou proviennent de la déforestation, dont la majeure partie a lieu dans des zones sans droits fonciers légalement établis. On observe des taux de déforestation inférieurs dans les réserves territoriales, notamment les terres autochtones et les aires protégées. Le Projet Saweto du DGM Pérou vise à aider les communautés de peuples autochtones de l'Amazonie péruvienne dans leurs efforts d'amélioration de leurs pratiques de gestion durable des forêts et à résoudre les problèmes liés à l'attribution de titres de propriété. Cela permettra ensuite d'apporter une contribution significative à la réduction de la déforestation et de la dégradation des forêts. Le FIP va investir dans la gestion de paysages forestiers intégrés dans les régions d'Atalaya, Ucayali, Tarapoto-Yurimaguas, San Martin-Loreto, Puerto Maldonado-Iñapari et Madre de Dios, qui sont particulièrement vulnérables à la déforestation et sont susceptibles d'apporter le plus de co-bénéfices sociaux et environnementaux.*

Le DGM Saweto Pérou a invité 18 organisations et fédérations autochtones régionales à soumettre des « propositions principales » avec un appui à la préparation fourni par la NEA. En mai et juin 2016, le NSC s'est réuni pour évaluer les 18 propositions principales, qui contenaient 33 sous-projets (13 pour la reconnaissance légale des communautés, 10 sur l'attribution de titres de propriété, et 10 sur la gestion forestière communautaire). La mise en œuvre des sous-projets devrait démarrer en 2017.

Photo reproduite avec l'aimable autorisation du WWF Pérou

Des réunions ont été organisées avec des organisations et des fédérations autochtones au Pérou pour présenter le DGM.

*En savoir plus sur le Pérou dans le Rapport d'avancement semestriel du DGM : 1er janvier au 30 juin 2016, p. 66.

Financement :
5,5 millions USD

Bénéficiaires du projet :
Peuples autochtones

NEA :
WWF Pérou

Composition du NSC :
5 représentants de l'Asociación Interétnica de Desarrollo de la Selva Peruana (AIDESEP) ; 5 représentants de la Confederación de Nacionalidades Amazónicas del Perú (CONAP).

RÉPUBLIQUE DU CONGO

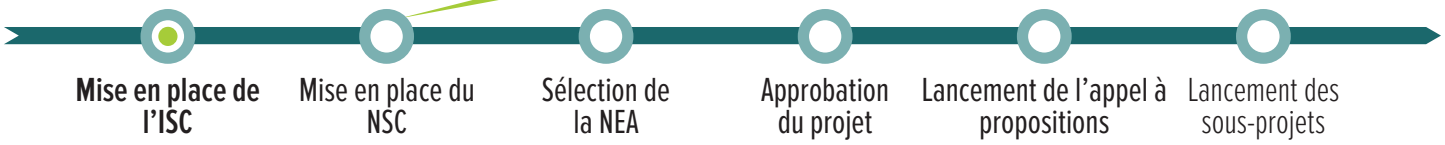
En République du Congo, les forêts recouvrent environ 65 % du pays, qui présente de faibles taux de déforestation et de dégradation des forêts (0,08 %, soit 17 000 ha par an). Les forêts sont une ressource importante pour les nombreux peuples autochtones et communautés locales du pays. Selon un recensement de 2009, 10 % de ses 4,4 millions d'habitants appartiennent à des peuples autochtones. Soixante-dix pour cent d'entre eux vivent dans les départements de la Likouala, de la Sangha, des Plateaux, du Pool et de Brazzaville, qui sont aussi les zones cibles des investissements du FIP et du DGM. Bien que la République du Congo intervienne dans le mécanisme REDD+, les peuples autochtones et les communautés locales n'ont pas jusqu'ici pu y participer. En favorisant l'inclusion des PAPL dans les processus REDD+, le DGM République du Congo vise à faire la démonstration des solutions autochtones et traditionnelles pour le développement durable et à faire avancer les droits des populations autochtones.*

*En savoir plus sur la République du Congo dans le Rapport d'avancement semestriel du DGM : 1er janvier au 30 juin 2016, p. 37.

En juin 2016, les Groupes de travail techniques du DGM Congo ont organisé des visites de terrain pour présenter le DGM et sensibiliser les peuples autochtones et les communautés locales dans les zones cibles. Ils ont rencontré des responsables villageois, des membres des communautés, des représentants du gouvernement, des dirigeants et des entreprises travaillant avec les communautés.

Photo reproduite avec l'aimable autorisation de Guy Moussele-Diseke

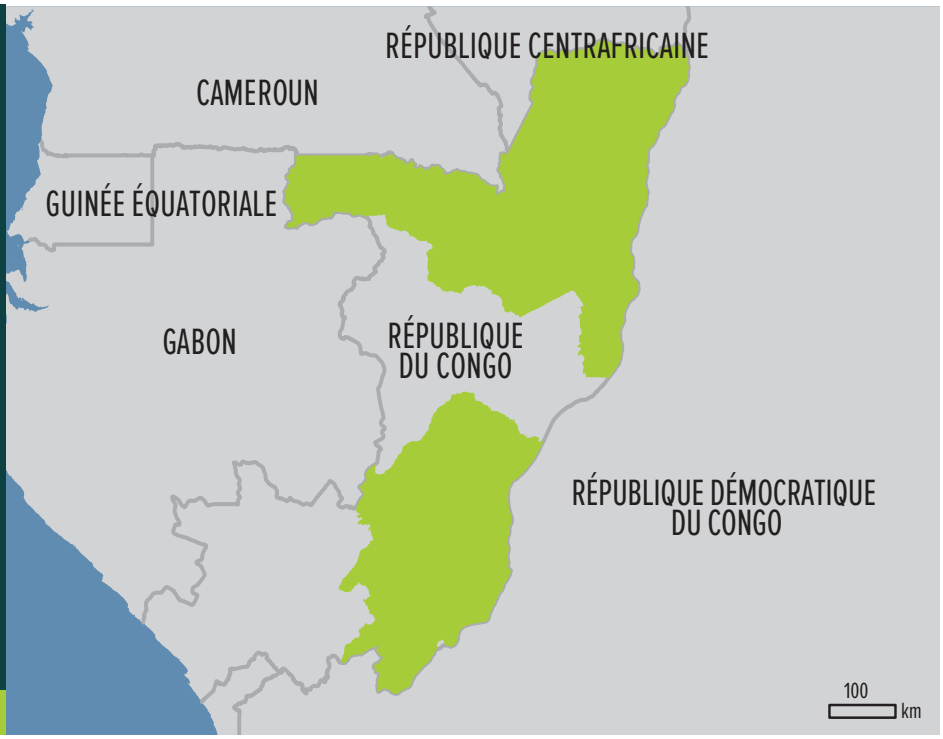
Guy Moussele-Diseke, membre du Comité de pilotage de transition de République du Congo, figurait parmi les participants aux visites dans les communautés dans les zones cibles du DGM.



Financement :
4,5 millions USD

Bénéficiaires du projet :
Peuples autochtones et communautés locales

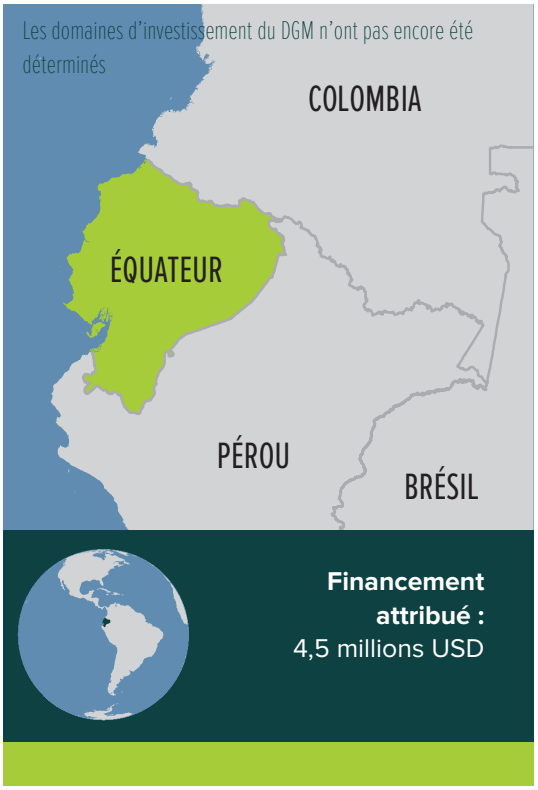
Composition de l'ISC :
Membres - 10 représentants de peuples autochtones, 12 représentants de communautés locales plus des **Observateurs** de ministères du gouvernement et de la Banque mondiale



Les quatre pays suivants en sont à la phase préliminaire de préparation du projet DGM et tous, sauf la RDP lao, sont passés à la l'élaboration des plans d'investissements du FIP.

ÉQUATEUR

Bien qu'il soit le plus petit pays andin, l'Équateur englobe quatre régions biogéographiques distinctes, qui sont l'Amazonie, les Andes, les plaines côtières du Pacifique et les îles Galapagos. En collaboration avec la Banque mondiale, la FAO, le PNUD et le PNUE, l'Équateur a établi un partenariat avec les CIF pour mobiliser des fonds du FIP et garantir la durabilité à long terme des efforts de conservation et de foresterie. Les ressources du FIP, accompagnées par les activités REDD+ et les efforts continus du gouvernement, devraient permettre de renforcer les systèmes de production ruraux et d'atténuer les facteurs de déforestation liés à l'agriculture. Les investissements du FIP en Équateur devraient permettre d'entraîner des impacts importants qui vont ensuite initier un changement transformationnel, et permettront une synergie avec les efforts en cours pour atténuer les changements climatiques et promouvoir le développement du secteur forestier.[4]



GUATEMALA

L'estimation la plus récente (2010) indique que la couverture forestière au Guatemala est d'environ 34 % du territoire national. Le Guatemala a une population de 16 millions d'habitants, dont plus de la moitié vivent dans la pauvreté. La moitié de la population vit dans les zones rurales qui dépendent du bois d'œuvre pour sa subsistance. Au Guatemala, les principaux facteurs de la déforestation (qui est d'environ 1 % par an) sont les changements dans l'utilisation des terres, l'agriculture, l'élevage, l'exploitation forestière illégale et les feux de forêt. Au cours des 16 dernières années, le pays a investi plus de 270 millions de dollars dans des programmes d'incitation forestière, qui ont bénéficié à plus de 900 000 personnes dépendantes des forêts, parmi lesquelles des femmes et des populations autochtones. Poursuivant ce travail, le Guatemala a établi un partenariat avec les CIF pour obtenir des fonds du FIP, en collaboration avec la Banque mondiale, la BID et le programme ONU-REDD pour renforcer la mise en œuvre des programmes nationaux d'incitation forestière, accroître la participation du secteur privé, des communautés locales et des peuples autochtones dans la gestion durable des forêts, et améliorer la gouvernance des forêts. La sécurité foncière reste un obstacle majeur pour les peuples autochtones et les organisations de communautés locales, qui ont géré de grandes concessions forestières dans la Biosphère de Maya, dans la région de Petén, et assuré une gestion forestière communautaire dans d'autres départements du Nord du Guatemala.[5]

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO

Les forêts de la République démocratique populaire lao (RDP lao) couvrent environ 40 % de la surface du pays, soit le pourcentage le plus élevé en Asie du Sud-Est. Cependant, la superficie forestière totale a diminué de façon spectaculaire au cours des dernières années, puisqu'elle correspondait à 70 %¨de la surface du pays en 1940.[6] La République démocratique populaire lao compte une population multi-ethnique de plus de 5,6 millions de personnes vivant dans plus de 10 000 villages à travers le pays. Trois des quatre principaux groupes ethno-linguistiques sont concentrés dans les zones rurales, en particulier dans le Nord et l'Est du pays, des zones dans lesquelles la couverture forestière est plus dense. Ces groupes dépendent, à des degrés divers, du bois d'œuvre et des produits forestiers non ligneux. Les investissements du FIP en RDP lao seront prioritairement axés sur les activités qui permettent une gestion directe et participative des forêts, comme celles qui renforcent les capacités des communautés locales à participer à la prise de décisions et aux systèmes de suivi, de notification et de vérification. Les parties prenantes du FIP conviennent que le DGM doit compléter les investissements du FIP et aider à réaliser les objectifs généraux de REDD+ en affectant des fonds directement de façon à répondre aux besoins réels des populations locales dans les zones d'investissement du FIP.[7]

La RDP lao n'a pas encore procédé à la mise en place de la structure du DGM, ni nommé d'observateur au DGM.

NÉPAL

Le Népal est le quatrième pays le plus vulnérable aux changements climatiques au niveau mondial en raison de ses reliefs escarpés, de sa populations majoritairement pauvre et dépendante des ressources naturelles et de la faiblesse de ses capacités institutionnelles à gérer les problèmes climatiques auxquels le pays est confronté. Une grande partie des forêts du Népal sont dégradées, ce qui les rend plus vulnérables aux feux de forêts. En outre, les effets des changements climatiques devraient intensifier les phénomènes météorologiques extrêmes et d'autres risques climatiques dans la région. Plus de 450 000 ménages népalais ne possèdent pas de terres, et le régime foncier est précaire, même dans le cas des forêts communautaires, mais cette situation affecte en particulier les Dalits, les peuples autochtones et les femmes. Au Népal, les processus REDD+ soutenus par le FPCF et le FIP sont coordonnés. Le gouvernement du Népal a indiqué qu'il souhaite envisager l'utilisation des investissements du FIP dans les domaines identifiés dans le Programme de réduction des émissions du FCPF ainsi que pour des activités nationales, parmi lesquelles le renforcement des capacités du secteur privé à investir dans les forêts du Népalforests.[8]

SENSIBILISATION MONDIALE

Le DGM, qui est le premier mécanisme de financement à placer le financement de la lutte contre le changement climatique directement entre les mains des peuples autochtones et des communautés locales, montre la voie à suivre en matière d'accès direct. Des représentants du DGM ont assisté à des réunions mondiales tout au long de l'année pour partager leurs expériences avec d'autres représentants de peuples autochtones et de communautés locales, des bailleurs de fonds et des gouvernements.

Congrès forestier mondial

Durban, Afrique du Sud • Septembre 2015

Le thème du 14e Congrès forestier mondial était « Forêts et populations : Investir dans un avenir durable », mettant ainsi l'accent sur le rôle des forêts dans la génération de revenus et l'équité, les liens vitaux entre les forêts et les changements climatiques, sur l'examen de structures de gouvernance qui permettent le mieux de promouvoir la mise en œuvre de la gestion durable des forêts. Cela a donné l'occasion au Co-président du GSC Kapupu Diwa, et à Joseph Itongwa, Coordinateur national du Réseau des populations autochtones pour la gestion durable des écosystèmes forestiers en République démocratique du Congo (REPALEF-RDC), de mettre en valeur le DGM et le rôle joué par les peuples autochtones en tant que garants d'une gestion forestière durable.

© Fonds d'investissements climatiques

© Fonds d'investissements climatiques

COP21

Paris, France • Décembre 2015

La 21e réunion de la Conférence des Parties de la CCNUCC était un événement d'une portée considérable, non seulement pour les efforts mondiaux de lutte contre les changements climatiques, mais aussi pour reconnaître les contributions des peuples autochtones à ces efforts. Au-delà de leur présence et de leur participation aux négociations, les représentants du DGM ont été invités à présenter leur travail sur le DGM à la fois au Pavillon de l'UICN et au Pavillon des Peuples autochtones. Nous en sommes maintenant à la 2e année du Projet mondial et la GEA a commencé à former des participants lors de formations régionales sur les compétences de négociation afin de renforcer leur participation aux futures COP.

© Trond Larsen

© Fonds d'investissements climatiques

CBA 10

Dacca, Bangladesh • Avril 2016

La 10e Conférence internationale sur l'adaptation communautaire aux changements climatiques (CBA10) a été consacrée à l'amélioration de la résilience des communautés urbaines. George Weyasu, du DGM Indonésie, figurait parmi les quatre intervenants d'un panel sur le Financement de l'adaptation communautaire aux changements climatiques dans les zones urbaines, au cours duquel il a fait une présentation générale du DGM. G. Weyasu s'est exprimé sur l'importance de la création de modèles de financement innovants qui intègrent les communautés autochtones dans les processus de prise de décisions et simplifient leur accès au financement. Il a également fait le lien avec le thème de la conférence en présentant les avantages et les défis liés à la participation de communautés urbaines marginalisées dans les décisions d'attribution de fonds pour garantir une adaptation réussie.

Forum permanent des Nations Unies sur les questions autochtones

New York, NY, États-Unis • Mai 2016

Depuis mai 2002, le Forum permanent des Nations Unies sur les questions autochtones s'est réuni chaque année pour fournir des conseils et des recommandations sur les questions autochtones au Conseil économique et social des Nations Unies, et pour sensibiliser et promouvoir l'intégration et la coordination des activités liées aux questions autochtones au sein du système des Nations Unies. Plus de 1 000 représentants d'organisations autochtones et de la société civile ont participé à cet événement au printemps 2016, qui constitue l'un des plus grands rassemblements mondiaux de peuples autochtones. Des participants autochtones venus d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et de Russie ont participé à un événement parallèle organisé par la GEA du DGM, au cours duquel Grace Balawag, Coprésidente du GSC du DGM, et Marilen Puquio, représentante du DGM Pérou, ont expliqué comment les fonds directement gérés par les PAPL peuvent contribuer à l'adaptation et à l'atténuation des changements climatiques, et à la résolution des conflits.

© Fonds d'investissements climatiques

Programme d'investissement pour la forêt (FIP) - Réunion des pays pilotes

© Fonds d'investissements climatiques

Oaxaca, Mexique • Juin 2016

Tout comme le FIP, le mécanisme de financement élargi dont il fait partie, le DGM soutient les efforts des pays en développement visant à réduire la déforestation et la dégradation des forêts et à promouvoir une gestion durable des forêts (REDD+). Les investissements du FIP et du DGM sont conçus pour se compléter mutuellement et optimiser la collaboration entre les parties prenantes. Un échange au cours de la Réunion des pays pilotes du FIP à Oaxaca a permis de rassembler certaines de ces parties prenantes, qui interviennent dans la conception et la mise en œuvre du DGM aux niveau national et mondial. L'échange a porté sur le rôle des peuples autochtones et des communautés locales dans la gestion et la conservation durables des forêts, en particulier dans le cadre des plans d'investissement du FIP. Les intervenants ont discuté des avancées réalisées dans la mise en place du DGM aux niveaux national et mondial, des premiers projets financés par le DGM au Pérou et au Brésil, et des opportunités de collaboration et de coordination entre le DGM et les autres projets financés par le FIP.

GOUVERNANCE MONDIALE

Le Comité de pilotage international du DGM se réunit chaque année pour prendre des décisions sur les activités et le budget de l'année suivante dans le cadre du Projet mondial. Cette réunion, organisée par l'Agence d'exécution internationale, qui assure le rôle de secrétariat pour le Comité de pilotage international, permet aussi aux membres du GSC de mettre en place des éléments importants de la gouvernance du Projet mondial du DGM, parmi lesquels le Mécanisme de résolution des différends.

Première réunion annuelle du Comité de pilotage international

Bali, Indonésie • Juillet 2015

La première réunion du Comité de pilotage international officiel du DGM a été organisée en juillet 2015, avec pour objectif de renforcer d'une part l'importance du leadership intellectuel et politique du GSC sur le processus global du DGM et d'autre part les protocoles de prise de décision du GSC basés sur des directives opérationnelles que celui-ci a élaborées. Le GSC a débattu et approuvé la Stratégie sur cinq ans du Projet mondial et le Plan de travail et le budget pour la première année, qui définissaient les activités du Projet mondial. La discussion s'est aussi accompagnée d'un point sur la situation des Projets nationaux du DGM, d'un point sur la situation des six nouveaux pays FIP identifiés en mai 2015, d'une présentation par la GEA et d'une discussion par les membres du Projet de Règlement intérieur du GSC, d'une présentation et d'une discussion sur le Mécanisme de résolution des différends du DGM et d'une discussion sur les communications du DGM. Parmi les membres participants figuraient des représentants des Projets nationaux du Brésil, d'Indonésie, de RDC, du Mexique et du Pérou, ainsi que le membre du GSC des Philippines.

© Fonds d'investissements climatiques

Réunion de la NEA

Arlington, VA • Janvier 2016

En janvier, la GEA a organisé un atelier avec des représentants des NEA du Brésil, du Burkina Faso, de République démocratique du Congo, d'Indonésie et du Pérou, plus un Coprésident du Comité de pilotage international du DGM. Les discussions ont porté sur la façon dont les composantes mondiales et nationales du DGM pouvaient fonctionner ensemble pour tirer parti de l'opportunité historique de démontrer l'efficacité potentielle de l'accès direct aux financements de la lutte contre les changements climatiques. Parmi les sujets de discussion figuraient l'établissement d'un cadre commun de suivi et de notification mondial, le partage des premières leçons tirées de la mise en œuvre, l'identification d'éléments du Mécanisme de résolution des différends du DGM et l'identification de messages communs entre les pays pour parvenir à des objectifs communs.

© Fonds d'investissements climatiques

© Conservation International/photo de Ashton Jones

Deuxième réunion annuelle du Comité de pilotage international

Kinshasa, RDC • Avril 2016

À la deuxième réunion annuelle du Comité de pilotage international du DGM à Kinshasa, en RDC, ont participé les membres du Comité de pilotage international du Burkina Faso, de RDC, du Ghana, d'Indonésie, du Mexique et des Philippines, auxquels se sont joints des observateurs des Projets nationaux du DGM de Côte d'Ivoire, du Mozambique et de République du Congo. Au cours de la réunion, ils ont fait le point sur les avancées dans leurs pays et ont approuvé le Plan de travail et le Budget pour la deuxième année du Projet mondial, un Cadre commun de suivi et de notification pour le programme, un Mécanisme de différends et une procédure de traitement des plaintes, et un Plan de communication.

© Fonds d'investissements climatiques

© Fonds d'investissements climatiques

Lancement du Mécanisme de résolution des différends

Kinshasa, RDC • Avril 2016

Le Mécanisme de résolution des différends (GRM) qui vient d'être approuvé constitue l'une des principales mesures de responsabilisation du Projet mondial du DGM, et le GSC va mettre en œuvre le mécanisme en coordination étroite avec les NSC dans chaque pays. En faisant fonctionner le Mécanisme de résolution des différends de façon à intégrer les procédures coutumières de prise de décision et de résolution des différends qui existent déjà dans la plupart des territoires autochtones, le GSC établira un précédent important qui servira d'exemple de bonne pratique émergente pour une résolution des différends gérée par les peuples autochtones et, idéalement, influera sur la conception des futurs mécanismes de projet par ailleurs.

COMPOSITION DU COMITÉ DE PILOTAGE INTERNATIONAL

REPRÉSENTANTS DE PAYS FIP

BRÉSIL
M. João Nonoy Krikati
Terra Indigena Krikati

BURKINA FASO
M. Idrissa Zeba
Fondation Naturama

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
M. Kapupu Diwa Mutimanwa (Coprésident)
REPALEAC

GHANA
M. Hayford Duodu
Enchi District

INDONÉSIE
Mme Mina Setra
AMAN

MEXIQUE
M. Manuel Aldrete
Consorcio Chiclero de Quintana Roo y Campeche

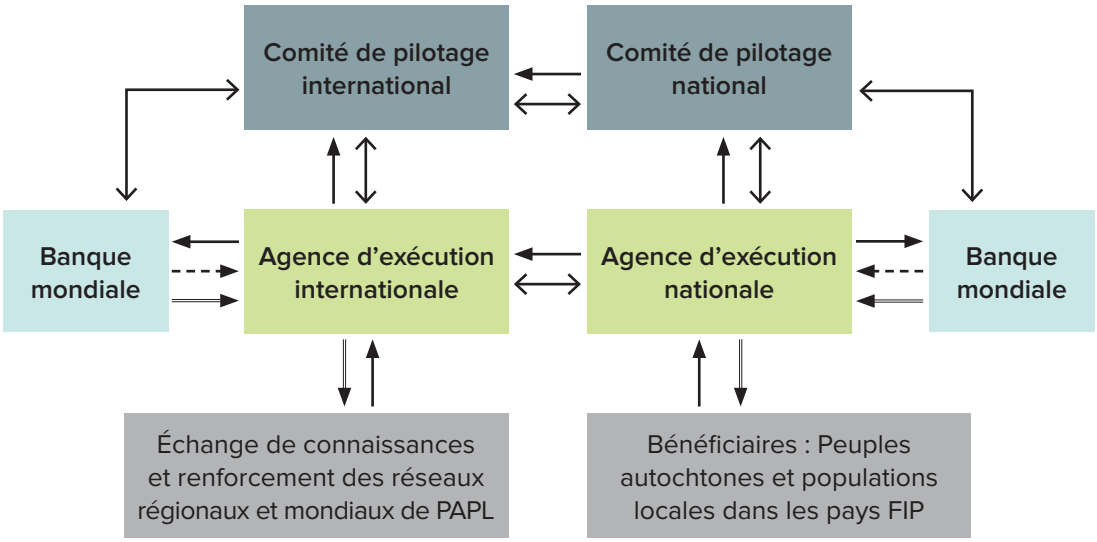
PÉROU
Mme Marilen Puquio Arturo
CONAP

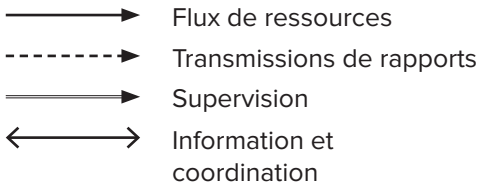
Mr. Jamner Manihuari Curitima
AIDESEP

REPRÉSENTANTS DE PAYS NON MEMBRE DU FIP
Mme Grace Balawag (Coprésidente)
Tebtebba
Philippines

ANNEXES

STRUCTURE DE GOUVERNANCE DU DGM





INFORMATIONS FINANCIÈRES

CONTRIBUTIONS DU FIP[8] - Situation au 31 décembre 2015 (en millions USD)

Contributeur	Type de contribution	Billets à ordre non payés en équivalent USD a/	Encaissements en équivalent USD b/	Total contributions reçues	Nantissements et Annonces de contributions et contributions à recouvrer en équivalent USD a/	Total des annonces de contributions et contributions en équivalent USD
Australie	Don	-	35,3	35,3	-	35,3
Danemark	Don	-	10,3	10,3	-	10,3
Japon	Don	-	50,6	50,6	-	50,6
Norvège	Don	-	142,1	142,1	-	142,1
Espagne	Don	-	13,0	13,0	-	13,0
Suède	Don	-	14,5	14,5	-	14,5
Royaume-Uni	Capital	83,9 c/	67,7	151,6	-	151,6
États Unis	Don	-	108,0	108,0	60,0	168,0
Total		**83,9**	**441,5**	**525,4**	**60,0**	**585,4**

PROGRAMME D'INVESTISSEMENT FORESTIER[9] - Plans d'investissements (PI) et projets approuvés (par le Sous-comité du FIP) au 31 décembre 2015

		OBJECTIFS					
INTITULÉ DU PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	RÉDUCTION DES GES (Mteq CO2)	SUPERFICIE COUVERTE (ha)	BÉNÉFICIAIRES DES MOYENS DE SUBSISTANCE (personnes)	BMD	FIP FINANCEMENT (en millions USD)	CONFINANCEMENT ATTENDU (en millions USD)
Cadre du programme et proposition de financement pour le projet de la Composante mondiale du DGM	Renforcer les capacités des peuples autochtones et des populations locales à participer au FIP et à d'autres programmes REDD+ aux niveaux local, national et mondial.	–	–	–	BIRD	4,7	–
DGM Brésil	Renforcer les capacités des peuples autochtones et des communautés locales au Brésil, en particulier ceux vivant dans le Biome de Cerrado, à participer au FIP et à d'autres activités et processus REDD+ aux niveaux local, national et mondial pour améliorer lla gestion durable efficace des ressources naturelles/forestières.	–	–	6 000	BIRD	6,5	–
DGM Burkina Faso	Renforcer les capacités des communautés locales dans les régions cibles du Burkina Faso à participer aux programmes REDD+ aux niveaux local, national et mondial	–	50 000	50 000	BIRD	4,5	–
DGM Pérou	Aider les peuples autochtones dans un certain nombre de communautés de l'Amazonie péruvienne dans leurs efforts d'amélioration de leurs pratiques de gestion durable des forêts	–	780 000	48 100	BIRD	5,5	–
Projet d'appui aux communautés dépendantes des forêts pour la République démocratique du Congo	Donner aux peuples autochtones et aux communautés locales les moyens de participer aux politiques REDD+ et aux activités du FIP et d'en bénéficier	–	–	–	BIRD	6,0	–
Mécanisme spécial de dons en faveur des peuples autochtones et des populations locales (DGM) : 50 millions USD approuvés en novembre 2013 + 30 millions USD approuvés en octobre 2015							

a/ Représente la valeur des billets à ordre non payés sur la base des taux de change à la fin de la période de référence.
b/ Inclut les encaissements en liquide et les billets à ordre encaissés.
c/ Ce montant représente un équivalent en USD de 57 millions GBP

CALENDRIER DU PROJET MONDIAL DU DGM

ANNÉE 1 : 1ER JUILLET 2015 - 30 JUIN 2016

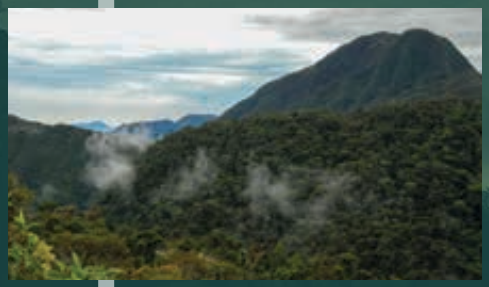
JUILLET 2015

PREMIÈRE RÉUNION ANNUELLE DU COMITÉ DE PILOTAGE INTERNATIONAL (BALI)

© Climate Investment Funds

OCTOBRE 2015

LANCEMENT DU PROJET SAWETO DU DGM PÉROU (LIMA)



© Conservation International/photo de Olaf Zerbock

DÉCEMBRE 2015

COP 21 (PARIS)

©UNFCCC Flickr

SEPTEMBRE 2015

CONGRÈS FORESTIER MONDIAL (DURBAN)

© FAO

NOVEMBRE 2015

APPROBATION DU CONCEPT DE PROJET DE L'INDONÉSIE

LE NSC DU BRÉSIL EST OFFICIELLEMENT RECONNU PAR LE GOUVERNEMENT BRÉSILIEN

© Conservation International/photo de Sterling Zumbrunn

© Erik Cleves Kristensen

© jmbaud74

JANVIER 2016

RÉUNION GEA-NEA (WASHINGTON, DC)

© Conservation International

FÉVRIER 2016

LE BRÉSIL ET LE PÉROU LANCENT LEURS PREMIERS APPELS À PROPOSITIONS DE SOUS-PROJETS

MISE EN PLACE DU NSC DU GHANA

© Climate Investment Funds

AVRIL 2016

LANCEMENT DU MÉCANISME MONDIAL DE RÉSOLUTION DES DIFFÉRENDS

CBA 10 (DHAKA)

DEUXIÈME RÉUNION ANNUELLE DU GSC (KINSHASA)

© Conservation International

MAI 2016

SBSTA 44 (BONN)

ÉCHANGE DE CONNAISSANCES BRÉSIL-MOZAMBIQUE

FORUM PERMANENT DES NATIONS UNIES SUR LES QUESTIONS AUTOCHTONES (NEW YORK)

© Aotearoa

JUIE 2016

ÉCHANGE DE CONNAISSANCES INDONÉSIE - BRÉSIL - PÉROU

LE BURKINA FASO LANCE SON PREMIER APPEL À PROPOSITIONS

RÉUNION DU PARTENARIAT DU FIP (OAXACA)

© Climate Investment Funds

LÉGENDE

- ÉVÉNEMENTS MONDIAUX (NON DGM)
- ÉVÉNEMENTS MONDIAUX (DGM)
- ÉVÉNEMENTS NATIONAUX

ACRONYMES

AIDESEP	*La Asociación Interétnica de Desarrollo de la Selva Peruana* - Association interethnique pour le développement de la forêt péruvienne
CCA/NM	*Centro de Agricultura Alternativa do Norte de Minas* - Centre d'agriculture alternative
CI	Conservation International
CIF	Fonds d'investissement climatiques
COMIFAC	*Commission des Forêts d'Afrique Centrale*
CONAP	*Confederación de Nacionalidades Amazónicas del Perú* - Confédération des nationalités amazoniennes du Pérou
COP	Conférence des Parties (à la CCNUCC)
OSC	Organisation de la société civile
DGM	Mécanisme spécial de dons en faveur des peuples autochtones et des populations locales (du Programme d'investissement pour la forêt)
DRC	République démocratique du Congo
FIP	Programme d'investissement pour la forêt (des Fonds d'investissement climatiques)
GEA	Agence d'exécution internationale (du Projet mondial du DGM)
GSC	Comité de pilotage international (du DGM)
PAPL	Peuples autochtones et populations locales
ISC	Comité de pilotage intérimaire
UiCN	Union internationale pour la conservation de la nature
ONG	Organisation non gouvernementale
NEA	Agence d'exécution nationale (des Projets nationaux du DGM)
NSC	Comité de pilotage national (des Projets nationaux du DGM)
REDD+	Réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts et rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone forestiers dans les pays en développement.
REPALEF	Réseau des Populations Autochtones et Locales pour la Gestion durable des écosystèmes forestiers en RDC
SBSTA	Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique
CCNUCC	Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
UNFPII	Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies
WWF	Fonds mondial pour la nature

NOTES

1 https://www-cif.climateinvestmentfunds.org/sites/default/files/meeting-documents/fip_design_proposal_dgm_for_ips_and_lc_final_november2011.pdf

2 Réunion du Comité de transition pour la Composante mondiale du Mécanisme spécial de dons en faveur des peuples autochtones et des populations locales du Programme d'investissement pour la forêt, 17-19 septembre, à Arlington, VA, États-Unis

3 https://www-cif.climateinvestmentfunds.org/sites/default/files/meeting-documents/fip_design_proposal_dgm_for_ips_and_lc_final_november2011.pdf

4 https://www-cif.climateinvestmentfunds.org/country/guatemala

5 https://www-cif.climateinvestmentfunds.org/country/lao-peoples-democratic-republic

6 https://www-cif.climateinvestmentfunds.org/sites/default/files/FIP%204%20Lao%20PDR%20IP.pdf

7 https://www-cif.climateinvestmentfunds.org/country/nepal

8 CIF, *Empowering a Greener Future: Annual Report 2015*. (Ouvrir la voie à un avenir plus vert : rapport annuel 2015). Annexe A : Statut des contributions au fonds fiduciaire

9 CIF, *Empowering a Greener Future: Annual Report 2015*. (Ouvrir la voie à un avenir plus vert : rapport annuel 2015). ANNEXE C : Plans d'investissements et projets approuvés.

Contacter le Mécanisme spécial de dons en faveur des peuples autochtones et des populations locales :

dgmglobal.org

@dgmgea

@dgm_global

dgmglobal@conservation.org

À propos de la photo de couverture :
L'un des 41 projets soutenus depuis le premier appel à propositions du DGM Brésil est intitulé « Sementes da Vida » (« Graines de vie »), et il sera mis en œuvre par l'Association Xavante Ripá de productivité et d'ethno-développement C'est un projet axé sur le marché, qui vise à renforcer l'autonomie et la maîtrise dans les processus de production des semences indigènes. Cette photo a été prise pendant une réunion communautaire visant à évaluer la qualité des semences. Photo reproduite avec l'aimable autorisation de l'Association Xavante Ripa de productivité et d'ethno-développement

DGM GLOBAL

THE WORLD BANK
IBRD • IDA | WORLD BANK GROUP

CLIMATE INVESTMENT FUNDS

CONSERVATION INTERNATIONAL